

Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux États-Unis?

Christophe Den Tandt
Université Libre de Bruxelles (ULB)
2008

Dans un roman intitulé *The Harbor* [*Le port*], l'écrivain naturaliste américain Ernest Poole retrace l'évolution du capitalisme états-unien de la fin du dix-neuvième au début du vingtième siècle à travers une chronique romancée du port de New York. Le récit, raconté du point de vue d'un jeune écrivain à la recherche d'un sujet littéraire à la mesure de ses ambitions, passe en revue trois périodes de l'évolution économique du port: l'époque révolue du capitalisme entrepreneurial qui voyait les voilier des petits armateurs se lancer à la conquête du commerce maritime; l'avancée du capitalisme monopolistique qui soumit les grandes lignes de navigation et leurs énormes navires à vapeur à un processus de rationalisation, faisant la richesse d'une caste de capitalistes et d'ingénieurs; et enfin la promesse d'un avenir socialiste qui, selon Poole, se développera au fil de mouvements de grèves tels que ceux qui agitent les docks à la fin du roman. Le naturalisme de Poole est donc explicitement politisé: *The Harbor* offre l'image d'une société new-yorkaise où les apôtres de la taylorisation du travail côtoient des militantes féministes et des travailleurs sociaux progressistes, pendant que certains de leurs amis plus aventureux tentent de porter assistance aux foules révolutionnaires.

Le socialisme américain constitue également un sujet central des sagas romanesques *Blood and Iron* et *American Empire* de Harry Turtledove. Ces récits mettent en scène, parmi de nombreux autres personnages, une militante socialiste juive de l'East Side de New York qui, juste après la Première Guerre Mondiale, parvient à se faire élire au Sénat fédéral. Parmi les élus du groupe socialiste à Washington, elle côtoie un sénateur du Dakota dont les opinions, fidèles à la tradition progressiste du mid-West, se révèlent plus centristes que le militantisme exubérant des politiciens issus des districts new-yorkais. La jeune sénatrice se fiance cependant au sénateur du Dakota, et, après que celui-ci remporte l'élection prési-

dentielle de 1928, devient première dame des États-Unis. Ce couple présidentiel sans doute inattendu doit malheureusement affronter le choc de la grande crise de 1929, un raz-de-marée économique qui provoque la défaite des socialistes en 1932 et le retour au pouvoir du parti conservateur—les Démocrates.

Bien que Poole et Turtledove choisissent tous deux le socialisme américain comme sujet romanesque, leurs oeuvres respectives occupent des positions très différentes dans l’histoire littéraire états-unienne. *The Harbor* (1915) est un roman réaliste qui cherche à décrire les conditions politiques de l’époque à laquelle il fut publié—les années précédant l’entrée des USA dans la Première Guerre Mondiale. L’oeuvre de Poole, peu lue aujourd’hui connut un succès appréciable lors de sa publication, particulièrement, on le comprend, parmi les intellectuels et les militants progressistes. *Blood and Iron* et *American Empire* (2001-2003) sont en revanche des uchronies publiées au début du vingt-et-unième siècle et commercialisées selon les canaux de promotion de masse de la Science Fiction. Elles développent une série historique parallèle dont la prémisse est la défaite des armées de Lincoln face aux États Confédérés pendant la Guerre de Sécession. Il faut donc imaginer les États-Unis de la première dame socialiste amputés des états sudistes et imbriqués dans des alliances et des conflits en décalage total avec les faits historiques attestés.

Comparer ces deux oeuvres permet de mettre en lumière deux aspects de l’histoire du vingtième siècle aux États-Unis, l’un notoire, l’autre peut-être moins connu du public européen. L’attrait de l’uchronie de Turtledove est dû en grande partie à un effet de contraste ironique: *Blood and Iron* et *American Empire*, avec leurs récits d’une gauche victorieuse, s’adressent à des lecteurs conscients du fait que les mouvements ouvriers socialistes ont au contraire laissé une marque discrète dans l’histoire politique des États-Unis. *The Harbor* de Poole met au contraire l’accent sur un fait dont Turtledove, qui est historien de formation, est probablement bien conscient—le rôle significatif joué par le mouvement socialiste américain au début du vingtième siècle. Aux élections présidentielles de 1912 et 1920, Eugene Debs, le candidat du Socialist Party of America (SPA), avait obtenu plus de 900.000 voix. Le mouvement était bien représenté dans plusieurs villes importantes et dans les législatures de certains états. Il était en passe de jouer le rôle, traditionnel dans le paysage politique des États-Unis, de «troisième

parti», avec la promesse d'exercer un pouvoir d'arbitrage dans le jeu bipartite qui oppose Républicains et Démocrates. Cependant, après la Première Guerre Mondiale, le parti perdit de son importance. De même, le Parti Communiste des USA (CPUSA), apparu après 1919, n'eut d'influence que dans les milieux syndicaux des années 1930 et au sein de la communauté noire de certaines grandes villes (Chicago, New York). Tout comme son prédécesseur socialiste, il ne permit pas à une politique d'inspiration marxiste de s'assurer un ancrage significatif dans le paysage politique des USA.

En 1906, avant que le SPA ne puisse devenir une force significative, le sociologue allemand Werner Sombart publia un essai qui posait d'emblée la question qui sert de titre au présent travail—«Warum gibt es in den Vereinigten Staaten keinen Sozialismus?». Cette interrogation, après avoir fait l'objet de nombreuses études, a refait surface de manière impromptue presque cent ans plus tard en filigrane de la campagne présidentielle de 2008, lorsque les publicistes conservateurs du Parti Républicain, contre toute vraisemblance, ont agité le spectre d'une victoire du socialisme aux États-Unis en cas de victoire de Barack Obama. L'insuccès du mouvement socialiste est donc un thème qui hante l'historiographie américaine du 20^e siècle. La capacité du terme «socialisme» à servir de repoussoir politique pour l'électorat américain est une source de frustration non seulement pour les militants progressistes états-uniens mais aussi pour les historiens et théoriciens de la culture. Elle semble en effet ne devoir s'expliquer que de manière floue et axiomatique, en décernant aux États-Unis un statut d'exception peu compréhensible parmi les pays industrialisés. La plupart des pays d'Europe, ainsi que des pays extra-européens à l'histoire apparemment similaire à celle des États-Unis tels que le Canada et l'Australie, ont en effet été le théâtre du développement d'un mouvement politique socialiste partiellement inspiré des théories marxistes—mouvement qui se voulait révolutionnaire au départ, mais a évolué vers une politique sociale démocrate à partir de la Première Guerre mondiale. Comment alors expliquer autrement que par des arguments axiomatiques sinon l'absence, du moins la faiblesse endémique d'une telle dynamique aux États-Unis?

Dans le présent travail, je me propose d'exposer les raisons historiques qui ont été traditionnellement invoquées pour expliquer l'aversion supposée de la politique américaine face au socialisme. Je suggère également que cette question n'est pas uniquement confinée

au domaine spécialisé de l’histoire politique et culturelle: elle comporte aussi une dimension éthique. Les efforts investis par les partisans du capitalisme aux Etats-Unis afin de minimiser l’impact des mouvements socialistes et syndicaux sont en effet révélateurs d’un modèle de pouvoir qui compte parmi ses moyens politiques l’ambition de limiter et de dénigrer la solidarité humaine, souvent au nom d’une rhétorique idéologiquement biaisée de la liberté.

Il est évidemment impossible de comprendre le statut du socialisme aux Etats-Unis sans retracer les grandes lignes de son histoire. Cette dernière peut se périodiser selon des articulations correspondant à l’apparition et aux métamorphoses des partis politiques qui ont porté les aspirations de la gauche. Dans cet exposé, je me concentrerai sur les dernières décennies du dix-neuvième siècle et les premières décennies du vingtième, sans doute les moins connues du public européen, mais cruciale pour le développement des Etats-Unis au vingtième siècle. La période qui précède la création du Socialist Party of America—la fin du dix-neuvième siècle, après la Guerre de Sécession—correspond dans cette optique au moment où la République américaine, qui s’était initialement positionnée comme un état agraire, dut faire face aux défis de l’industrialisation et de l’urbanisation galopante, alimentées par des vagues d’immigration massives provenant d’Europe méridionale et orientale ainsi que d’extrême orient. Du point de vue économique, il s’agit d’une période caractérisée par une accumulation de richesses considérable: les grands capitalistes, surnommés les «barons voleurs» [«robber barons»] construisirent leur fortune notamment par le développement des chemins de fer et de l’industrie du pétrole, mettant ainsi à mal le rêve d’une république égalitaire de la classe moyenne. Cependant, les cycles de surproduction du capitalisme firent que ces décennies connurent aussi des crises économiques profondes (1877, 1893) qui donnèrent lieu à des conflits sociaux violents. Le droit de grève et de négociation collective n’était pas garanti à cette époque (il ne le sera qu’en 1936, sous l’administration de F. D. Roosevelt), et les employeurs firent souvent appel à des briseurs de grève ou à l’armée, ce qui mena dans certains cas à des massacres ou à des émeutes. Le système judiciaire se révéla souvent hostile aux mouvements des travailleurs, comme en témoignent les peines capitales infligées sans preuve aux anarchistes accusés d’avoir déclenché les émeutes de Haymarket, à Chicago en 1886. Les syndicats qui se développèrent

alors présentèrent d'emblée les caractéristiques qui affaibliront le mouvement ouvrier dans les décennies à venir: il s'agissait majoritairement d'organisations corporatistes non politisées («craft unions»), favorisant les revendications des ouvriers spécialisés. Les groupes revendiquant l'introduction de syndicats «industriels», regroupant la main d'œuvre non qualifiée—les syndicalistes des Industrial Workers of the World, par exemple—étaient très virulents mais marginalisés.

Sur le plan politique, le socialisme apparut initialement sous une forme extrêmement minoritaire, notamment à travers le Socialist Labor Party, fondé en 1877. En revanche, la critique du capitalisme qui eu le plus d'impact avant le tournant du vingtième siècle se développa chez les fermiers appauvris du Sud et du mid-West, qui fournirent les effectifs du mouvement Populiste. Ce dernier, peuplé d'agriculteurs réduits à un statut proche de l'esclavage tant ils étaient ont accablés de dettes, s'attaqua au capitalisme financier et rêva de transformer la république américaine en une «communauté coopérative» («cooperative commonwealth») où règne la démocratie économique. Le mouvement populiste fut coopté par la parti Démocrate au milieu des années 1890, mais son ferment politique servit de base au SPA.

C'est pendant la période allant du tournant du vingtième siècle à la fin de la Première Guerre Mondiale que le socialisme exerça un impact maximal sur la politique des États-Unis. Le Socialist Party of America fut créé en 1901 par la fusion du Social Democratic Party of America, fondé en 1897 par des syndicalistes, avec un groupe dissident du Socialist Labor Party. Tout comme ses équivalents européens, le nouveau parti s'alignait sur le programme de la Deuxième Internationale, qui formulait une demande qui nous paraît exorbitante aujourd'hui—le démantèlement du capitalisme et son remplacement par la socialisation des moyens de production. Le parti soutenait aussi des causes déjà bien ancrées dans les milieux progressistes américains—le suffrage des femmes, particulièrement. En revanche, pour des raisons sur lesquelles nous reviendront ci-dessous, il ne s'est engagé que timidement dans le combat contre les inégalités raciales. Au total, la force du nouveau parti consistait en sa capacité de fédérer plusieurs courants de la gauche: il comportait une aile droite, une aile centriste et une aile radicale. Par cette variété de recrutement, le parti pouvait échapper à certaines attaques dont a souvent été victime la gauche états-unienne. On ne pouvait en effet

lui reprocher de constituer uniquement un rassemblement de radicaux issus de l’immigration européenne, essayant de greffer sur le système américain des idées et des pratiques inassimilables aux traditions locales. Le parti, grâce notamment au renfort de militants issus du mouvement populiste, était bien représenté au-delà du prolétariat des grandes villes: il possédait de nombreuses sections et même des élus locaux dans le mid-West et dans le Sud.

La Première Guerre Mondiale fut un moment de grande mobilisation pour le SPA, mais elle mena cependant à une défaite politique. L’influence du parti sur la scène politique atteignit son niveau maximal, mais l’impact de la guerre et de la révolution d’octobre en Russie menèrent à sa scission. Au contraire de ce qui s’était passé dans la plupart des partis socialistes européens, les dirigeants du SPA s’en tinrent à une opposition déterminée à l’engagement de leur pays dans le conflit mondial—une attitude motivée par le refus d’encourager la classe ouvrière à prendre part à une guerre menée pour les intérêts du capitalisme monopolistique colonial. La situation excentrique des Etats-Unis par rapport au conflit dans les premières années rendait sans doute une telle position de principe plus facile à adopter qu’en Europe. Cependant, lors de l’entrée en guerre des USA en 1917, l’essentiel des socialistes américains ne renièrent pas cette position courageuse. Ceci leur permit d’engranger les suffrages assez nombreux d’électeurs opposés à la guerre et à la conscription. En revanche, le gouvernement américain, invoquant l’Espionage Act, lança la campagne de répression baptisée plus tard «The First Red Scare» («la Première Terreur Rouge»), qui préfigure les campagnes anticommunistes, mieux connues, déclenchées pendant la Guerre Froide. Il décida d’emprisonner un grand nombre de dirigeants socialistes, y compris Eugene Debs, le candidat présidentiel de 1912 et 1920.

Le prestige engrangé par les socialistes grâce à la cohérence de leur antimilitarisme prolétarien et grâce à la persécution politique dont ils furent l’objet explique le score assez important obtenu par Debs aux présidentielles de 1920. Mais en revanche, leur radicalisme les plaça en marge de la majorité, plus conservatrice, des électeurs américains. La plupart de ceux-ci, y compris dans la classe ouvrière, s’étaient ralliés à une position de compromis qui anticipait la configuration de la politique américaine au 20^e siècle. En effet, les syndicats corporatistes, regroupés au sein de l’American Federation of Labor, dirigé par le syndicaliste antisocialiste Samuel Gompers, avaient

choisi de collaborer avec l'administration de Woodrow Wilson pour soutenir l'effort de guerre, en échange de certaines mesures pro-syndicales. Nous verrons plus bas que ce positionnement politique, alimenté par la ferveur patriotique, préfigurait le modèle du «capitalisme social» qui s'imposa après la guerre, et qui rendit tout radicalisme de gauche inopérant.

La scission du SPA en 1919 est due non à des facteurs externes—la répression politique de l'immédiat après-guerre, par exemple—mais principalement à une dynamique interne déclenchée par la révolution bolchevique. L'historien du socialisme américain James Weinstein note que cette scission, qui affaiblit de manière décisive la gauche américaine, n'avait pas lieu d'être : au contraire de leurs homologues européens, les socialistes américains manifestèrent un soutien inconditionnel à la révolution d'octobre. Cette prise de position ne put empêcher les segments les plus radicaux du SPA—particulièrement les fédérations non-anglophones des grands centres urbains, qui étaient en contact direct avec les révolutionnaires européens—de faire sécession, alléguant que la politique légaliste de la vieille garde du SPA était dépassée par la dynamique d'un moment révolutionnaire. Cependant, les mouvements communistes issus de la scission surestimèrent spectaculairement la possibilité de lancer une révolution dans un pays qui n'avait pas subi les destructions du conflit mondial et dont le capitalisme avait été renforcé par l'effort de guerre. Après deux ans de clandestinité, rendue indispensable en raison de la répression de la gauche menée par le Département de l'Intérieur, un parti communiste légaliste fut créé sous la pression directe du Comintern, qui se révélait donc plus pragmatique que les militants locaux.

Ironiquement, malgré les professions de foi des dirigeants du nouveau parti communiste américain, l'action politique de leur formation différait peu de celle de l'ancien parti socialiste. En revanche, la scission du mouvement socialiste, combinée avec le réaligement du capitalisme américain—le succès du fordisme et du «capitalisme social» («corporate liberalism»)—empêchait à présent la gauche américaine d'agir en front uni et de gagner un électorat majoritaire—ou simplement de constituer un «troisième parti» qui puisse avoir un impact significatif. Dans les années 1920, les efforts infructueux pour constituer une coalition ouvrière-agrarienne, inspirée de l'ancien parti populiste mais aussi du nouveau Labor Party britannique, en offrirent la preuve. Le Sénateur du Minnesota Robert

LaFollette, qui servit de figure de proue à la coalition «Farmer-Labor» de 1924, se trouva embarrassé de l'appui des communistes. Leur présence dans les rangs du mouvement Farmer-Labor mena à des querelles—particulièrement avec les syndicats, majoritairement méfiant de toute association avec le socialisme—et à l'insuccès électoral. La défaite de la campagne Farmer-Labor préfigure la dynamique infructueuse de la gauche américaine jusqu'aux années 1950 et même jusqu'au présent. Le Parti Communiste, devenu la formation la plus substantielle et disciplinée à gauche, essaya de contribuer aux luttes syndicales et aux mouvements des droits civiques. Mais son aura de radicalisme anticapitaliste et son inféodation manifeste au Comintern et aux directives des communistes russes lui conféra une image qui évoquait à la fois la violence politique et la trahison. Ce n'est donc pas un hasard qu'un des mouvements de gauche les plus déterminants de l'histoire du vingtième siècle aux États-Unis—le mouvement des droits civils des années 1950 et 1960—s'est construit en dehors des structures du socialisme et du communisme américain, même si ces groupes politiques en soutenaient depuis longtemps les revendications.

Dans une autre perspective, il faut se demander si l'insuccès chronique des mouvements ouvriers américains est déterminé non par les contingences de l'histoire des formations socialistes aux États-Unis, mais par des tendances politiques et culturelles à long terme, qui constitueraient le fondement de l'exception américaine. Ces déterminants, on s'en doute, ont depuis longtemps été recensés par les historiens des États-Unis, qui en établissent la liste suivante: la richesse matérielle du continent récemment colonisé, qui offre une base économique idéale pour le développement d'une large classe moyenne de fermiers autonomes et de petits producteurs capitalistes; l'absence d'une tradition aristocratique qui restreindrait la mobilité sociale; l'éthique du travail individualiste héritée du protestantisme, qui crée une méfiance vis-à-vis des politiques de solidarité; une culture de l'individualisme violent héritée de la colonisation de l'Ouest; l'extension rapide du suffrage universel (du moins pour les hommes blancs), qui n'a donc pas donné lieu à un sentiment d'injustice politique exploitable par les mouvements de gauche; les divisions raciales dues à l'esclavage et à l'immigration, qui limitent la possibilité d'unité de la classe ouvrière; la structure du mouvement syndical, qui privilégie les ouvriers qualifiés; le bipartisme politique,

qui coopte les mouvements de protestation et marginalise tout nouveau parti politique; la capacité du capitalisme américain à s'attirer la bienveillance des intellectuels, politiciens et syndicalistes centristes, limitant l'action politique au réformisme modéré; et, en revanche, la répression policière et judiciaire des actions syndicales et du radicalisme politique.

Les premiers facteurs cités ci-dessus—l'immensité du continent colonisable, l'éthique protestante du travail; le rejet de l'aristocratie, l'esprit de la conquête de l'Ouest—sont les éléments traditionnels de l'imagerie du rêve américain. Sans nier l'importance que ces facteurs aient pu avoir, particulièrement jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, il est important de tenir compte du fait que les discours où ils apparaissent ont un caractère idéologique: nous avons affaire ici à une mythologie nationale largement répandue par des fictions littéraires et cinématographiques—une imagerie à laquelle le discours électoral contemporain fait encore largement appel. Ces processus idéologiques ont joué un rôle considérable dans la marginalisation de la gauche. Mais il me paraît important d'analyser en priorité les facteurs de type institutionnel qui sous-tendent ce développement historique, car ils sont sans doute moins connus du public européen.

Parmi ceux-ci, il convient de souligner l'impact paradoxalement convergent de deux facteurs qui semblent du premier abord totalement opposés: l'extension du suffrage universel et la division de la classe ouvrière selon des clivages ethniques et raciaux. Aux États-Unis, la généralisation du suffrage à tous les hommes blancs adultes, acquise en dans la première moitié du dix-neuvième siècle, fut un développement logique de la Déclaration d'Indépendance et de la Constitution. Il s'agit donc d'une revendication de la bourgeoisie, réalisée au terme d'un mouvement révolutionnaire qu'il serait inexact et anachronique de qualifier de prolétarien. Dans l'Europe de la fin du dix-neuvième siècle, au contraire, le suffrage universel n'avait pas été institué durablement par les révolutions bourgeoises, dont les acquis avaient souvent été effacés par un retour à la politique de l'Ancien Régime. Le suffrage faisait donc partie des programmes des partis socialistes, où il jouait un rôle extrêmement mobilisateur: il s'agissait d'une revendication autour de laquelle pouvait se cristalliser des coalitions de centre-gauche, unissant libéraux progressistes et socialistes. Aux États-Unis, par comparaison, les combats à mener étaient plus radicaux et donc moins consensuels: il fallait faire cam-

pagne pour le vote des femmes—une revendication secondée avec enthousiasme par le Socialist Party of America—et pour la garantie du droit de vote des afro-américains—une lutte que le SPA mena avec moins de courage.

Car si les socialistes américains se profilaient comme les défenseurs des droits civils promis par la Déclaration d’Indépendance, ils n’en fonctionnaient pas moins dans un contexte de relations ethniques et raciales qui divisait la classe ouvrière elle-même. Il faut évidemment citer le cas de la minorité afro-américaine, dont les droits civils chèrement acquis au terme de la Guerre de Sécession avaient été révoqués par les pratiques ségrégationnistes instaurées à partir des années 1870, après la période pendant laquelle le gouvernement fédéral essaya de procéder à la «Reconstruction» démocratique du Sud. Il est cruellement ironique de constater que les décennies pendant lesquelles le SPA fut le plus influent succédèrent de peu au moment où, en 1896, la Cour Suprême Fédérale émit un jugement reconnaissant la légitimité de la ségrégation. Pire encore, le tournant du vingtième siècle fut le témoin du plus grand nombre de lynchages de l’histoire des États-Unis, à tel point que les historiens ont nommé cette époque le «nadir» de l’expérience afro-américaine. Dans une optique plus indirecte, la ségrégation exerça une influence négative sur toutes les politiques progressistes en raison de l’influence disproportionnée exercée au niveau fédéral par les élus sudistes conservateurs—le « bloc sudiste » (« Solid South ») du Congrès. Ceux-ci, jusqu’aux années 1960, bloquaient toute initiative qui pouvait de près ou de loin remettre en question la ségrégation.

Les défenseurs de la démocratie en Amérique pouvaient à la rigueur considérer la ségrégation des noirs comme une exception régionale, très embarrassante il est vrai, mais ne remettant pas en question les valeurs essentielles de la république américaine. Il est en revanche impossible de sous-estimer l’utilisation stratégique dont les clivages raciaux ont été l’objet dans la construction de la classe ouvrière toutes ethnies confondues. Les syndicats corporatistes eux-mêmes développaient un discours qui associait la dignité du travail à la race blanche. La définition même de cette catégorie était l’objet d’une négociation d’un illogisme patent: les immigrants du l’Europe du Sud ou de l’Est en étaient parfois exclus, selon les besoins du marché du travail. Le racisme régnant dans le milieu du travail était directement lié au caractère élitiste des syndicats corporatistes de l’American Federation of Labor: il exprimait la peur de voir remettre

en cause les avantages acquis par les travailleurs d'élite, membres du syndicat. Dans cette logique, les immigrants pauvres étaient automatiquement suspects de servir de jaunes dans les conflits sociaux, ou d'offrir au patron une main d'oeuvre qui aurait mis en péril l'échelle des salaires. Le racisme des milieux syndicaux a laissé des traces choquantes dans la littérature populaire de la fin du dix-neuvième siècle—dans les «dime novels», les romans à deux sous vendus aux adolescents et aux lecteurs de la classe ouvrière. Ces textes choisissent souvent comme héros des travailleurs vertueux qui se trouvent pris dans des intrigues décrites littéralement comme des guerres raciales («war of the races»). Dans cette littérature populaire ainsi que dans la pratique réelle des syndicats, le groupe ethnique le plus marginalisé était les immigrants d'extrême orient (Chine, Japon), que l'on suspectait de se contenter de conditions de travail indignes, selon ce discours raciste, des hommes blancs. Certains dirigeants ou sympathisants du Socialist Party of America—le romancier Jack London, par exemple—ont propagé ce discours xénophobe, signe que les fractures raciales divisaient même les milieux les plus radicaux de la gauche américaine.

Au début du vingtième siècle, la capacité de la classe ouvrière américaine à agir en front uni fut également compromise par des réformes venant d'en haut, à savoir de la part des chefs d'entreprises soucieux de rationaliser les processus de production et de groupes de pression défendant les intérêts des capitalistes au niveau politique. Entre 1895 et 1906, Frederick Winslow Taylor et Maunsel White accomplirent des expériences dans l'industrie métallurgique dont le but explicite était de maximaliser la production, mais dont l'impact sur le lieu de travail revenait à priver les ouvriers spécialisés de l'autonomie dont ils bénéficiaient jusqu'alors dans le processus de production. Le nouveau mode de production issu de ces expériences, appelé organisation scientifique du travail ou taylorisme, trouva son champ d'application le plus profitable dans l'industrie automobile naissante, particulièrement dans l'usine de Highland Park de Henry Ford où était produite la Ford T. Le travail à la chaîne mis en œuvre dans les usines automobiles conférait aux machines elles-mêmes—et non uniquement aux inspecteurs et contremaîtres—la fonction d'imposer au travailleur une discipline de production. Du point de vue du chef d'entreprise, il permettait de confier à des ouvriers non qualifiés—et donc, jusqu'aux années 1930, non syndiqués—le processus de fabrication d'un produit

technologique complexe. Dans le système développé par Henry Ford—le fordisme—, la prise en main des travailleurs était conçue sur une base plus large que la simple réorganisation des ateliers. Ford offrait à ses employés des salaires élevés et une gamme d’avantage sociaux—des habitations sociales, notamment—dans le but de leur permettre d’acheter des biens de consommation—en particulier les véhicules qui étaient le fruit de leur labeur. Ford se permettait en contrepartie d’exercer sur la vie des travailleurs une surveillance sourcilleuse: l’usine comprenait un «service de sociologie» qui avait le pouvoir de vérifier si ceux-ci se conformaient à une conception à vrai dire très puritaine des vertus américaines: répression de l’alcoolisme, respects des valeurs religieuses, et refus de la syndicalisation.

Le fordisme et le taylorisme trouvèrent leur équivalent sur le plan politique sous la forme d’un programme de réforme que certains historiens états-uniens ont baptisé le capitalisme social («corporate capitalism»). Afin de discerner les enjeux de ce redéploiement politique et économique qui a profondément affecté la société américaine, on peut se référer à un roman d’anticipation de l’écrivain socialiste Jack London, intitulé *Le Talon de Fer* (*The Iron Heel* [1908]). Ce texte exprime d’une part les aspirations des socialistes américains de voir s’accomplir une révolution prolétarienne démocratique, mais d’autre part, il manifeste aussi la peur de voir s’imposer une oligarchie capitaliste qui priverait le prolétariat de ses droits—une dictature surnommée, comme le titre du roman l’indique, «le Talon de Fer». Cette oeuvre a souvent été saluée—notamment par Léon Trotski—comme une anticipation visionnaire du fascisme. Elle dépeint en effet une dictature capitaliste qui s’impose par la répression militaire et l’asservissement des plus faibles. Mais, si l’on met entre parenthèse la violence politique cataclysmique dans laquelle le texte de London se complait, il est possible de formuler une autre lecture de ce que représente le Talon de Fer: l’oligarchie ne tient pas son hégémonie exclusivement de la domination brutale: elle règne aussi grâce à la cooptation des ses alliés potentiels parmi la classe moyenne, les intellectuels et une partie de l’appareil syndical (les couches sociales que London appelle «l’Aristocratie du Travail»).

C’est vers cette politique de cooptation que les grands capitalistes américains s’orientèrent à partir de la première décennie du vingtième siècle. Des institutions telles que la National Civic Fede-

ration (NCF), qui regroupait des administrateurs des plus grands trusts et des dirigeants des syndicats corporatistes de l'American Federation of Labor, élaborèrent une reconfiguration du monde du travail et de la politique qui répondait à deux soucis majeurs. En premier lieu, patrons et syndicalistes conservateurs s'accordaient pour reconnaître le danger posé par le socialisme aux États-Unis. Deuxièmement, ils prenaient acte du fait que l'individualisme concurrentiel qui caractérisait le capitalisme du 19^e siècle était obsolète. Seuls des petits capitalistes qualifiés d'«anarchistes» défendaient encore la concurrence à outrance («dog-eat-dog competition»). Donc, pour s'adapter à la situation nouvelle, le capitalisme reconfiguré devait accepter un certain degré de réglementation étatique des grandes compagnies. Dans certains cas, il devait même se rallier à la gestion publique de services autrefois offerts par le secteur privé (transports publics, eau, électricité)—une revendication qui avait été défendue par l'aile centriste du mouvement dit «Progressiste» («Progressivism»), et notamment par le Président Theodore Roosevelt. De même, le nouveau capitalisme devait accepter la légitimité des structures de négociation syndicale et développer une politique sociale au sein des entreprises afin de prévenir les conflits du travail. En contrepartie, les partisans de ce nouvel équilibre économique-social exigeaient de leurs partenaires politiques et syndicaux l'assentiment aux principes fondamentaux du capitalisme américain. Ceci incluait d'une part le maintien de l'essentiel des moyens de production sous le régime de la propriété privée et, d'autre part, la possibilité laissée aux capitalistes de s'intégrer dans l'appareil d'état et d'influencer les campagnes électorales. Le déploiement du capitalisme social fut spectaculairement consolidé par l'économie de guerre en 1917-18—période pendant laquelle les syndicalistes conservateurs, les grands capitalistes, et l'administration de Woodrow Wilson mirent sur pied des structures de négociation. Par la suite, ce système, sous une forme plus progressiste, fournit les bases du New Deal de Franklin Delano Roosevelt et de la «Great Society» de Lyndon B. Johnson.

Vu sous cet angle, le capitalisme social américain apparaît comme un équivalent fonctionnel, mais non une réplique à l'identique de la social-démocratie européenne. Tout comme le mouvement européen, il a servi à marginaliser le socialisme révolutionnaire. Cependant, pour toutes les raisons liées au contexte spécifique états-unien évoquées ci-dessus, la reconfiguration de

l'économie du début du vingtième offrit aux travailleurs américains des avantages sociaux moins généreux que ce qui fut obtenu de ce côté-ci de l'Atlantique. On remarque aujourd'hui encore une réticence marquée dans de vastes pans du monde politique américain vis-à-vis des mécanismes de solidarité et de redistribution de richesse au niveau national. (L'absence d'assurance maladie obligatoire—une lacune qui va peut-être bientôt être comblée—en est l'exemple le plus connu). La sécurité sociale américaine, qui, contrairement à ce que l'on croit parfois en Europe, n'est pas inexistante, se construit le plus souvent à partir de structures locales—l'entreprise, la municipalité, l'état fédéré. Ce système tolère l'existence d'un grand nombre d'exclus. En 1912, le syndicaliste révolutionnaire américain William English Walling remarquait avec grande prescience que le capitalisme social américain allait mener à l'apparition d'une «société verrouillée, solidement ancrée dans la domination de la majorité» (Walling, cité par Montgomery 316)—un régime dont les plus faibles sont à la merci non d'une minorité brutale, comme l'avait prédit Jack London dans *Le Talon de Fer*, mais d'une majorité élue selon les formes démocratiques, ralliée aux principes des classes dirigeantes. Ce système, écrit Walling, a pour but que «la part des bénéfiques globaux qui revient à la classe dominante ne soit pas réduite, [mais] si possible augmentée (Walling, cité par Montgomery 316).

L'hégémonie exercée par une majorité de la population—les classes supérieures, moyennes supérieures et moyennes—sur les moins nantis n'a pas pu être maintenue uniquement par des facteurs institutionnels. Un tel résultat nécessite également la construction d'un appareil idéologique qui guide les mentalités des individus et des groupes. De nombreux auteurs marxistes ont, bien sûr, analysé le fonctionnement de l'idéologie. Parmi eux, le dirigeant communiste italien Antonio Gramsci en a formulé une définition extrêmement convaincante—définition qui s'applique particulièrement bien aux sociétés qui font appel à des mécanismes de cooptation plutôt qu'à la répression brutale. Selon Gramsci, l'idéologie constitue un ensemble de discours et de pratiques qui permettent à une coalition—un « bloc historique »—d'exercer son hégémonie sur une société donnée. Dans cette logique non-coercitive, l'idéologie se manifeste particulièrement par la construction de ce que l'on pourrait appeler un sens commun politisé. Il s'agit en l'occurrence d'un corpus d'opinions diffusées par les médias, la culture, l'enseignement, ou par tout autre canal—opinions qui jouissent d'une aura d'évidence et de bon sens,

alors qu'elles servent en réalité à maintenir un rapport de pouvoir. Dans cette optique, il semble clair qu'une large partie de la culture américaine du vingtième siècle—particulièrement la culture populaire et la presse mais aussi les œuvres canoniques—ont servi à renforcer les valeurs du capitalisme social. Les principes centraux de ce que l'on appelle le rêve américain, évoqués plus haut, en sont un excellent exemple. Ils ont en effet permis de maintenir en vie des valeurs individualistes dont la base historique et économique avait disparu, mais dont l'impact global consistait à déprécier les valeurs de solidarité et les mécanismes institutionnels concrets que celles-ci permettent de créer. Parmi les traditions culturelles qui ont contribué à ce déploiement idéologique (de manière évidemment plus complexe, fragmentaire et paradoxale que je ne peux l'évoquer ici), on peut citer le western hollywoodien, qui évoque la solitude héroïque du justicier face à la nature et à un corps social toujours suspect de conformisme et de compromission, et le roman policier, qui positionne le détective, travailleur individualiste et intègre, face au labyrinthe de la corruption urbaine. C'est en partie grâce à la propagation de tels récits et stéréotypes, et évidemment grâce au déploiement des institutions qu'elles justifient, que l'on peut créer une situation où, comme nous avons pu le voir pendant la campagne électorale de 2008, la simple évocation d'un système social basé sur la solidarité organisée a valeur d'anathème.

Sources bibliographiques:

- Denning, Michael. *Mechanic Accents; Dime Novels and Working-Class Culture in America*. London: Verso, 1987.
- Forgacs, David, ed. *An Antonio Gramsci Reader: Selected Writings 1916-1935*. New York: Shocken Books, 1988.
- Gardner, Peter. *Fiction at Work: Forging American Class Identities in Nineteenth-Century Dime Novels*. Unpublished Dissertation. Vrije Universiteit Brussel, 2009.
- Hall, Stuart, ed. *Representation: Cultural Representations and Signifying Practices*. London: Sage Publications, 1997.
- Hall, Stuart. “The Rediscovery of ‘Ideology’: Return of the Repressed in Media Studies.” Eds. M. Gurevitch, M. et al. *Culture, Society and the Media*. London/ New York: Methuen, 1982: 56-90.
- London, Jack. *The Iron Heel*. 1908. Novels and Social Writings New York: Library of America, 1982. 319-553.
- Montgomery, David. *The Fall of the House of Labor: The Workplace, the State, and American Labor Activism, 1865-1925*. Cambridge: Cambridge UP, 1987.
- Poole, Ernest. *The Harbor*. 1915. New York, Macmillan, 1917.
- Sombart, Werner. *Why Is There No Socialism in the United States?* 1906. New York: Sharpe, 1976.
- Turtledove, Harry. *American Empire: The Centre Cannot Hold*. 2002. London: New English Library-Hodder and Stoughton, 2003.
- Weinstein, James. *The Corporate Ideal in the Liberal State: 1900-18*. Boston, Beacon Press, 1968.
- Weinstein, James. *The Decline of Socialism in America, 1912-1925*. 1967. 2d. ed. New Brunswick, NJ: Rutgers UP, 1984.